



Déclaration Liminaire de la CGT EDUC'ACTION du VAR au CTSD du 12 Février 2021

L'ordre du jour de ce CTSD concerne la préparation de la rentrée scolaire prochaine. Et pour la CGT Educ'Action, le constat est sombre pour l'Education Nationale :

Un budget loin de traduire une ambition éducative, un état de fatigue de tous les personnels jamais atteint, un épuisement dû à des années de dégradation des conditions de travail...

En outre que de temps passé par les collègues à attendre devant leurs écrans, pour savoir à quelle sauce ils allaient être mangés !

Merci la presse et merci BFM TV... mode de communication emblématique du dialogue social actuel!...

« Lavez-vous les mains ! Aérez quelques minutes toutes les heures ! » nous a-t-on dit !

« Mettez vos masques, ils vous protégeront ! Ah non, pas ceux-là ! Ils sont toxiques ! Des artisanaux ? Oui, c'est possible ! Euh, en fait, non ! Ils ne protègent pas ! Seulement des catégories 1 ! »

« Respectez les règles de distanciation ! Surtout ne brassez pas les élèves ! »

Depuis le début de la crise sanitaire, les volte-face, les décisions précipitées, les ordres et contre-ordres obligent les enseignants à s'adapter en permanence et font grandement douter sur l'efficacité des mesures imposées par le gouvernement pour empêcher/limiter la circulation du virus dans le système scolaire.

Ce sont désormais des classes ou des écoles entières qui ferment, alors que la Covid-19 ne concernait pas les enfants ! De qui se moque-t-on ? Qu'en est-il de la sécurité des personnels ?

Nous déplorons chaque année le manque cruel de remplaçants. Au vu de la situation sanitaire, ce manque se fait rudement sentir. Que fait-on des 27 élèves à répartir, sans brassage, quand leur enseignant est souffrant et non remplacé ? Doit-on prendre le risque de les brasser quand-même ? Ou devons-nous rajouter du nombre à des classes de même niveau déjà surchargées, faisant grimper les effectifs bien au-delà de la décence et de la bienveillance ?

Une fois de plus, il en revient aux équipes de gérer ces situations inextricables et de pallier aux manquements de notre administration.

Il y a urgence à enfin engager les recrutements nécessaires et à revaloriser les personnels !

Tous les personnels, y compris les 110 000 AESH qui ont vu, depuis le déploiement du dispositif PIAL, une dégradation profonde de leurs conditions de travail : manque de personnel, recours à la mutualisation, salaires indécentes, statut précaire, déshumanisation du métier, aucune reconnaissance... Elle est belle l'inclusion low-cost !

En refusant de recruter massivement alors que les dépenses de l'Etat explosent en 2021, nous voyons bien où ce gouvernement place ses priorités et force est de constater que l'Education Nationale n'en fait pas partie.

En effet pour la rentrée 2021 sur les 95 postes dévolus à l'académie de Nice seulement 40 vont concerner le Var

Certes le P/E de l'académie progresse , de même que celui du département qui va passer de 5,38 à 5,47 à la rentrée 2021 mais non seulement notre académie a le P/E le plus faible de France , mais plus grave encore l'écart se creuse avec la moyenne nationale qui était de 5,69 en 2020 et qui va passer à 5,82 en 2021 !

Ce n'est certainement pas cela qui permettra de changer les conditions d'apprentissage des élèves, ni les conditions de travail des enseignants de notre département !

Au contraire le ministère, pendant ce temps, préfère poursuivre ses contre réformes et pour la 1^{ère} fois, s'avance non masquée, l'idée d'une méthode officielle de lecture, préconisée, voire imposée par le ministre et les IEN lors des visites en classe du plan français... Pour la CGT éduc'action , il s'agit d'une nouvelle négation totale de la liberté pédagogique, transformant les enseignants en de simples exécutants.

Quid des évaluations nationales, du classement des écoles qui en découle et des nouveaux programmes de maternelle qui émergent ?

En effet après l'élémentaire, voici donc venu le temps d'un recentrage sur les fondamentaux également en maternelle, bientôt sanctionnés à leur tour par des évaluations évidemment « bienveillantes », faisant souvent fi des autres apprentissages, nombreux et essentiels pour la construction et l'émancipation du jeune enfant.

Pour la CGT Educ'Action il faudrait au contraire permettre aux personnels de construire collectivement les outils d'une pédagogie émancipatrice au service d'une démocratisation de l'École. Le renforcement de l'école prioritaire en est d'ailleurs un des piliers majeurs !

Le développement de ce climat délétère accroît l'indignation et la défiance des personnels à l'égard de leur administration. Plus de transparence ; ni respect, ni reconnaissance... C'est donc cela l'école de la confiance ?

C'est pour toutes ces raisons que la CGT Educ'Action a appelé à des journées de mobilisation le 26/01 et le 4/02 derniers et qu'elle continuera de se mobiliser aux côtés des personnels chaque fois que cela sera nécessaire.